

GROUPE CONSULTATIF TECHNIQUE INDÉPENDANT PROVISOIRE

COPRÉSIDENTS

Desmond Bermingham est directeur général pour le Royaume-Uni du Conseil australien de recherche pédagogique (*Australian Council for Educational Research International UK Ltd* ou ACER-UK). Il travaille depuis plus de trente ans avec des organisations internationales du secteur de l'éducation, en Europe, en Amérique du Nord et du Sud, en Afrique et en Asie. Il a occupé divers postes de responsabilité : Chef du service des professionnels de l'éducation au ministère britannique pour le Développement international (DFID) ; Directeur mondial de l'éducation de Save the Children International ; Directeur de programme pour la Fondation *Education Above All* (Qatar) ; Directeur de programme pour la Fondation Varkey et Président du Conseil d'administration de la *Fundacion Varkey Argentine*.

Entre 2006 et 2008, alors qu'il dirigeait le Secrétariat de l'Initiative pour une mise en œuvre accélérée de l'Éducation pour tous, il a assumé la conduite de la rapide extension de cette initiative de 20 à 40 pays en développement partenaires, ainsi que l'augmentation des engagements des bailleurs de fonds qui sont passés de 200 millions à 1 milliard de dollars. Il a également dirigé les premiers efforts de révision du programme au profit de meilleures pratiques d'harmonisation et d'alignement des bailleurs de fonds, principes qui constituent la base du Pacte du GPE.

Il a dirigé et publié des recherches dans de nombreux domaines, en lien avec la politique, la gouvernance et le financement de l'éducation à l'échelle mondiale, notamment un article sur le financement innovant de l'éducation (avec Nick Burnett) et une étude de l'interaction entre la politique d'éducation nationale et les initiatives mondiales pour l'éducation en Éthiopie et au Rwanda.

Desmond Bermingham est titulaire d'une licence en langue et littérature anglaise de l'Université d'Oxford, d'un master en programmes d'études et évaluation (Londres), d'un master en gestion du développement mondial (Open University) et d'un doctorat en politique internationale de l'éducation (Londres).

Amit Kaushik est devenu fonctionnaire des chemins de fer de l'Inde en 1987 après avoir obtenu un diplôme de troisième cycle en économie de l'Université du Panjab (Chandigarh). Au cours de ses vingt années de service public, il a occupé des postes à responsabilité aux chemins de fer et dans d'autres secteurs, et a travaillé dans des domaines variés (administration, estimation des investissements, analyse financière, gestion de projets et relations avec l'industrie).

De 2001 à 2006, Amit Kaushik a été Directeur de l'enseignement élémentaire au ministère du Développement des ressources humaines du Gouvernement de l'Inde et, dans ce cadre, il a participé à l'élaboration et à la mise en œuvre de diverses politiques en lien avec *Sarva Shiksha Abhiyan* et a été associé aux engagements internationaux de l'Inde en faveur de l'Éducation pour tous (EPT). Il a, notamment, étroitement collaboré à la rédaction en 2005 du projet de loi sur le droit à l'éducation, lequel a débouché sur le vote en 2009 de la loi sur le droit de l'enfant à une éducation obligatoire et gratuite.

Il a été consultant de l'UNESCO à Paris, au Nigeria, en Iraq et au Liban ainsi que pour l'UNICEF en Iraq et au Yémen, travaillant régulièrement avec ces organisations dans le cadre de missions portant sur l'alphabétisation, la planification de l'Éducation pour tous, l'éducation non formelle, l'apprentissage accéléré et le Partenariat mondial pour l'éducation.

Depuis 2007, Amit Kaushik a travaillé avec diverses organisations du secteur de l'éducation, privées ou à but non lucratif, notamment Pratham, principale ONG de l'Inde pour l'enseignement primaire. Il a également occupé le poste de directeur exécutif de l'une des plus grandes entreprises d'éducation cotée en Bourse de l'Inde, supervisant les activités de plus de cinquante établissements scolaires privés assurant douze années d'instruction (cycles primaires et secondaires).

Outre ces fonctions professionnelles, Amit Kaushik a siégé au conseil d'administration de plusieurs organisations du domaine de l'éducation et a participé, parfois en les présidant, à divers comités pour le compte du gouvernement ou d'organismes privés.

Il est actuellement le directeur général pour l'Inde du Conseil australien de recherche pédagogique, institut de recherche à but non lucratif qui se charge de réaliser des études sur l'éducation, des évaluations des apprentissages, de la formation professionnelle, du renforcement des capacités et des évaluations de programmes pour une grande variété de clients en Inde et en Asie du Sud.

MEMBRES

Joan DeJaeghere est professeure d'éducation au développement comparée et internationale au département de leadership, politique et développement internationaux de l'Université du Minnesota (États-Unis d'Amérique), faculté affiliée au Centre interdisciplinaire pour l'étude du changement mondial (*Interdisciplinary Center for the*

Study of Global Change) et au Programme des droits de l'homme. Ses recherches portent sur les inégalités de genre, ethniques ou raciales dans le domaine de l'éducation et leurs effets sur l'avenir des jeunes en termes d'engagement civique, de revenu et de bien-être.

Joan DeJaeghere a plus de 15 ans d'expérience dans la recherche et le conseil pour la conduite de réformes éducatives dans une perspective de genre, d'égalité et d'inclusion. Elle a travaillé avec des gouvernements, des organisations d'aide multilatérales et bilatérales, des fondations et des ONG œuvrant à la consolidation des systèmes éducatifs. Elle a mené des études pluriannuelles sur des projets d'éducation et la réforme des systèmes, financées par le DFID (FCDO : Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, Royaume-Uni), le ministère des Affaires étrangères et du Commerce australien (DFAT), la Fondation Mastercard, CARE, Room to Read, l'UNICEF et l'UNESCO. Ses travaux, conduits avec des gouvernements et des organisations, ont concerné les pays suivants : Afrique du Sud, Bangladesh, Honduras, Inde, Ouganda, Tanzanie et Viet Nam.

Joan DeJaeghere a publié deux ouvrages : *Educating entrepreneurial citizens: Neoliberalism and youth livelihoods in Tanzania* (Routledge, 2017) et *Education and youth agency* (Springer, 2016). Un troisième, intitulé *Life skills education for youth: Critical Perspectives*, doit sortir en 2021 (Springer). Elle a également publié de nombreux articles dans des revues sur l'éducation, notamment *Comparative Education Review*, *Compare*, *International Journal of Educational Development*, *Critical Studies in Education* et *the Journal of Human Development and Capabilities*. Ses travaux ont aussi inspiré les plans stratégiques de gouvernements et d'organisations. Elle est actuellement coresponsable de l'équipe nationale de recherche sur le Viet Nam pour le compte de l'organisation RISE (*Research on Improving Systems of Education*) et participe en tant que membre consultatif au réseau TESF (*Transforming Education for Sustainable Futures*).

Myra Harrison a occupé pendant sept ans le poste de conseillère en chef pour l'éducation au DFID, essentiellement chargée de la supervision des investissements dans l'éducation des pays d'Afrique et d'Asie. Elle y a piloté de multiples tâches : la mise en place d'un cadre de conseil pour l'éducation au DFID sous la forme d'une équipe de spécialistes du conseil seniors et d'assistants ; la supervision de leur affectation dans des bureaux nationaux appropriés ; l'établissement d'un comité consultatif composé d'universitaires et de praticiens hautement spécialisés dans le développement ; la responsabilité de la conceptualisation et de l'extension du portefeuille de recherche sur l'éducation du DFID avec un budget annuel porté à 1 million de livres sterling (en 2000).

Myra Harrison a également travaillé pour le ministère des Affaires étrangères et du Commerce de la Nouvelle-Zélande (MFAT, aide néo-zélandaise) en tant que conseillère principale en éducation, en particulier pour les îles Salomon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Timor-Leste, ainsi qu'au ministère des Affaires étrangères et du Commerce australien

(DFAT), en tant que directrice du centre de ressources ERF chargé de fournir des spécialistes de l'éducation pour la conduite de programmes dans les régions Pacifique, Asie et Afrique. Elle a dirigé, pour le DFAT, les activités de ce centre dans le domaine des apprentissages et du développement organisationnels qui ont été distinguées par deux prix internationaux sur l'apprentissage à distance. Toujours pour le DFAT, Myra a travaillé en tant que conseillère pour la qualité de l'éducation et les systèmes dans le cadre du programme d'accès à une éducation de qualité aux Fidji pour lequel elle a dirigé le volet apprentissage et gestion des connaissances.

Elle a piloté ou participé à la conception et à la révision de nombreux programmes d'éducation de grande envergure, notamment la revue, pour le DFID de programmes d'éducation des filles au Ghana et au Soudan du Sud (G-PASS et GESS) ainsi que la conception, pour le DFAT, de programmes à Tuvalu et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Elle était jusqu'à récemment conseillère principale en éducation du DFAT pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée dans le domaine de l'apprentissage des fondamentaux.

Myra Harrison est particulièrement sensibilisée à la grande variabilité des circonstances en contexte de développement, notamment en ce qui concerne les affectations budgétaires, la politique ou le personnel. Tandis qu'elle travaillait pour l'aide néo-zélandaise et pour le DFAT avec le centre ERF, elle a dû intégrer des changements politiques majeurs quand les agences d'aide au développement de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie sont passées sous l'autorité des ministères respectifs des Affaires étrangères et du Commerce de ces deux pays. Dans les deux cas, cette transformation a entraîné des changements de politique et d'importants changements techniques ont dû être apportés aux méthodes de conduite des opérations et de gestions des connaissances ainsi qu'au traitement des documents à mi-parcours. Elle a eu des expériences similaires dans des pays partenaires où, lorsque les titulaires de postes gouvernementaux sont renouvelés, il faut s'adapter et tisser de nouvelles relations.

Titulaire d'un doctorat en éducation, elle est membre honoraire de *Commonwealth of Learning* dont elle a été gouverneure pour le Royaume-Uni pendant sept ans.

Florence Malinga, spécialiste en éducation, a plus de 35 ans d'expérience en Ouganda et, plus récemment, dans le Commonwealth. Elle a assumé les fonctions de conseillère en éducation pour le Secrétariat du Commonwealth à Londres (Royaume-Uni) et de commissaire de la planification de l'éducation pour le ministère de l'Éducation et des Sports de l'Ouganda. Dans le domaine de l'éducation, elle a été responsable de la conception et de l'élaboration de la politique, de la coordination, de l'aide et de la gestion des budgets sectoriels, du suivi et de l'évaluation, de la constitution de partenariats et de réseaux, de l'assistance technique (avec en particulier l'analyse des données et des tendances et

l'apport d'aide aux pays membres du Commonwealth pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement en éducation).

Florence Malinga est une spécialiste expérimentée de l'éducation qui a supervisé la mise en œuvre du programme de scolarisation primaire pour tous en Ouganda ainsi que de nombreuses réformes sectorielles. Dans ses activités de planification et de recherche, elle s'est particulièrement intéressée aux aspects d'accès et d'équité de l'éducation dans les établissements primaires et secondaires. Elle a, par exemple, effectué des études aux Maldives et au Cameroun sur des classes sensibles au genre et a mené d'importants travaux sur l'éducation des groupes défavorisés, en particulier les populations nomades d'Afrique et d'Asie.

Elle travaille actuellement en tant que consultante indépendante dans le domaine du développement de l'éducation et a, ainsi, entrepris des travaux pour le compte de diverses organisations parmi lesquelles la Banque africaine de développement (ADEA), Redi 4 Change, FHI 360, et Thuso UK. Elle est titulaire d'un master en gestion de l'éducation et a obtenu un grand nombre de certificats en éducation dans les domaines de la planification, de l'analyse politique et de l'administration.

Michael N. Mambo est titulaire d'un doctorat et d'un diplôme de spécialisation en politique et planification de l'éducation professionnelle ainsi que d'un master en leadership éducationnel de l'Université de l'État de Floride. Il est également titulaire d'une licence de physique et mathématiques de l'Université de Londres.

Il a pris sa retraite de la Banque mondiale, où il était spécialiste principal de l'éducation et chef d'équipe de projet pour les programmes d'éducation du Malawi et les programmes EFTP en Zambie. Avant de rejoindre la Banque mondiale, il a été secrétaire permanent de l'Enseignement supérieur au Zimbabwe, en charge des universités, instituts polytechniques, collèges techniques, centres de formation professionnelle et instituts de formation des enseignants.

Il a assuré des missions de conseil sur l'éducation de la petite enfance, l'éducation de base, l'EFTP, l'enseignement supérieur, les besoins spéciaux en éducation et la formation des enseignants. Par ses activités professionnelles et ses qualifications, il a acquis une grande expertise dans les domaines suivants : administration et supervision de l'éducation, analyse du secteur éducatif, évaluation des plans sectoriels de l'éducation, élaboration des politiques et des stratégies, planification, suivi et évaluation de projets, mise en œuvre de réformes éducatives, mise en œuvre de réformes de la fonction publique, préparation de rapports de fin d'exécution de projets. Il a travaillé avec le Botswana, l'Eswatini, le Malawi, le Mozambique, le Rwanda, la Sierra Leone, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Il a siégé au Conseil du Bureau international de l'éducation (BIE) de l'UNESCO, basé à Genève, et a présidé le comité administratif du Conseil du BIE. Il a également été membre suppléant du Conseil exécutif de l'UNESCO, représentant le Zimbabwe.

Susy Ndarahutse, économiste de formation, a consacré plus de 20 ans au travail collaboratif avec les pays à revenu faible et intermédiaire dans les domaines de la recherche analytique, du conseil et de la mise en œuvre de programmes en lien avec la réforme des systèmes éducatifs. Spécialisée dans la politique, la stratégie, la planification et le financement de l'éducation, elle a travaillé avec un large éventail de gouvernements de pays en développement, de bailleurs de fonds et d'organisations non gouvernementales, à des activités de renforcement des capacités, dans le cadre de missions à court ou long terme. Elle a ainsi assumé pendant près de quatre ans les fonctions de conseillère au sein de la direction de la planification du ministère de l'Éducation rwandais, où elle a travaillé à l'établissement du budget national, à l'analyse des données, à la coordination des investissements des bailleurs de fonds et à l'élaboration du premier plan stratégique du secteur de l'éducation.

Pendant de nombreuses années, elle a fait partie de l'équipe de la haute direction de *l'Education Development Trust*, où elle était responsable des activités mondiales à l'appui de la réforme des systèmes éducatifs. Dans ce cadre, elle a supervisé l'élaboration de méthodes de base pour la réforme de l'éducation, dirigé un portefeuille de travaux de recherche et de conseil et contrôlé la qualité d'importants programmes internationaux de réforme de l'éducation.

Dans son travail, Suzy Ndarahutse a accordé une attention particulière aux populations les plus marginalisées et les plus défavorisées, notamment dans les pays et régions en proie à des crises prolongées. Elle a une grande expérience du soutien fondé sur des faits probants dans des contextes éducatifs complexes. Elle a notamment travaillé sur les méthodes d'amélioration des apprentissages et des compétences, les approches sectorielles, la gestion des enseignants et la question de leur rémunération, l'efficacité de l'aide et la gestion des finances publiques. Elle a fait partie du groupe consultatif de l'initiative pour le personnel enseignant de l'organisation *The Education Commission*, de l'équipe de recherche du Pacte mondial pour l'apprentissage et du groupe de travail sur l'éducation et la fragilité du Réseau interinstitutionnel pour l'éducation dans les situations d'urgence. Elle est actuellement présidente du conseil d'administration d'UKFIET, organisation britannique qui constitue un forum proactif de partage d'idées, de connaissances et d'expertises ouvert aux universités, décisionnaires, organisations non gouvernementales, sociétés de conseil et associations professionnelles travaillant à l'échelle internationale dans le domaine de l'éducation et du développement.

Sara Poehlman est une éminente spécialiste de l'éducation et du développement de la petite enfance, qui dispose d'une expérience de plus de 25 ans dans différents pays et contextes. Elle est actuellement conseillère en politique éducative, experte en soins au jeune enfant, praticienne de l'éducation et responsable humanitaire à l'appui de l'éducation pendant la pandémie de COVID-19. Elle est conseillère indépendante pour le compte du Partenariat mondial pour l'éducation et de l'Éducation sans délai, ainsi qu'auprès du mouvement de bénévoles à l'appui de la réouverture des écoles publiques de Washington (*Re-Opening Community Corps*).

Sara Poehlman a précédemment géré un portefeuille de 70 pays et assuré le leadership technique et stratégique pour Save the Children, plus grande ONG du monde, et une cinquantaine d'autres partenaires, via le réseau www.idela-network.org, en qualité de directrice du développement de la petite enfance. En raison de son expérience alliant politique et pratique, elle a été sollicitée pour assumer les fonctions de conseillère dans le cadre de nombreuses initiatives mondiales en faveur de la petite enfance et de l'éducation : Réseau d'action pour le développement de la petite enfance (ECDAN), comité de gestion du *Nurturing Care Framework* placé sous les auspices de l'OMS et de l'UNICEF, programme d'Amélioration de l'éducation et du développement de la petite enfance à grande échelle du Partenariat mondial pour l'éducation, et initiative MELQO (Mesurer la qualité et les résultats d'apprentissage des jeunes enfants), sous les auspices de Brookings, de l'UNESCO et de la Banque mondiale.

Pendant 17 années de travail sur le terrain, Sara Poehlman a occupé le poste de Chef de l'éducation pour l'UNICEF au Sri Lanka, en Inde et au Niger, et encouragé l'innovation, le renforcement des systèmes, l'utilisation des données probantes et le plaidoyer au bénéfice de l'instruction et du bien-être des enfants. Elle a travaillé pour des organisations non gouvernementales en Gambie, au Sénégal, en Guinée, en Sierra Leone, au Bénin et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest dans le domaine de l'éducation, des situations d'urgence et de la promotion de la paix. Elle s'est avérée une infatigable militante des droits des jeunes enfants et des familles, de l'égalité des genres, de la paix et de la justice. Pour mieux conseiller le Conseil de sécurité de l'ONU et d'autres organismes, elle a contribué à la création du programme www.peacewomen.org.

Elle a aussi travaillé sur des problèmes propres aux États-Unis, œuvrant pour une instruction impartiale, un enseignement bilingue au jardin d'enfants et la promotion de l'éducation des parents dans des communautés d'immigrés et des familles vivant dans des abris pour les sans domiciles fixes. Elle a fait des études de développement de l'éducation internationale à l'Institut de formation des enseignants de l'Université Columbia.

Ramahatra Mamy Rakotomalala, économiste de l'éducation, a plus de 20 ans d'expérience de l'élaboration et de la gestion des politiques d'éducation. Il a ainsi apporté

son assistance à 33 pays d'Afrique subsaharienne pour l'élaboration de rapports sur la situation de l'éducation ou d'analyses sectorielles de l'éducation. Il a aussi contribué à la préparation des politiques de développement ou de réforme de l'éducation ainsi qu'à la rédaction de plusieurs guides méthodologiques pour l'exploitation des données à l'appui de l'élaboration de politiques sectorielles. En dehors de l'Afrique, il a contribué au renforcement des compétences en Inde et au Sri Lanka, par l'établissement d'un diagnostic systématique de la formation technique et professionnelle, en mettant l'accent sur l'efficacité de l'entrée des diplômés EFTP sur le marché du travail. En apportant un soutien adapté aux pays, il a contribué à la réalisation de plusieurs politiques nationales par l'établissement d'un dialogue de haut niveau entre les ministères de l'Éducation, des Finances et du Travail qui a permis la mise en œuvre des politiques dans les différents cadres budgétaires nationaux.

Ramahatra Mamy Rakotomalala est aussi co-auteur d'études sur l'éducation en Afrique subsaharienne, notamment : i) une simulation sur l'éducation post-primaire, en collaboration avec l'Agence française de développement ; ii) *Facing Forward*, une étude comparative régionale sur l'éducation, en collaboration avec la Banque mondiale, qui s'appuie sur la trentaine de rapports de situation nationaux sur l'éducation établis dans le continent africain ; iii) *A Chance for Every Child*, en collaboration avec la Banque mondiale, qui pose les fondements analytiques de l'Initiative pour une mise en œuvre accélérée de l'Éducation pour tous et propose un cadre indicatif qui a continué à guider la préparation des plans sectoriels de l'éducation crédibles.

Ramahatra Mamy Rakotomalala exerce depuis longtemps une activité de formation de techniciens et de managers de l'éducation dans les domaines de l'analyse de l'éducation, de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des politiques. Dans ce cadre, il a constitué un réseau d'experts de l'éducation dans les pays où il est intervenu, sous la forme de mentorats et d'une approche de l'apprentissage par la pratique. Ces experts promeuvent maintenant le développement, l'expansion et la réforme de l'éducation dans leurs secteurs respectifs, aux niveaux national et international.

Ramahatra Mamy Rakotomalala est titulaire d'un master et d'un diplôme supérieur en économie. Avant de devenir consultant en éducation, il a travaillé 14 ans à la Banque mondiale, les dernières années en tant que spécialiste senior de l'éducation.

Richard Sack a partagé sa carrière professionnelle entre l'université et le service opérationnel. Une fois ses études de premier cycle terminées (majeure en chimie), il a enseigné la chimie et l'anglais en Algérie pendant trois ans, puis a obtenu un doctorat en éducation au développement international et en sociologie à l'université de Stanford. Dans les années 1970, il a majoritairement travaillé à la faculté de l'Université du Wisconsin (Madison). À cette époque, il était également directeur de recherche au Centre de

recherches interdisciplinaires pour le développement de l'éducation à l'Université nationale du Zaïre (Kisangani) où il a mené des recherches et assuré la formation d'étudiants de deuxième et troisième cycles. Il a aussi enseigné à l'Université Laval au Québec (Canada). Après quelques années à l'Institut international de planification de l'éducation, il devient consultant indépendant en 1981 dans les domaines de l'évaluation, de la recherche, de la planification et l'analyse des politiques d'éducation, et l'élaboration de programmes. De 1995 à 2001, il est secrétaire exécutif de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), qui devient le principal réseau de politique publique d'éducation pour l'Afrique. Après son départ de l'ADEA, il reprend son activité de consultant indépendant et travaille principalement sur les questions d'évaluation, d'analyse des politiques, d'analyse organisationnelle, de conception et d'élaboration de programmes, de recherche et de rédaction. Avant et après ses années à l'ADEA, il a assuré des missions de conseil, principalement auprès de la Banque mondiale, de l'UNESCO, de l'UNICEF et d'USAID, mais aussi pour le compte d'autres organismes multilatéraux et bilatéraux, et de cabinets de conseil. Il a principalement travaillé en Afrique, au nord et au sud du Sahara, mais aussi au Moyen-Orient, en Asie et dans les Caraïbes.

Richard Sack a écrit sur un certain nombre de thèmes en lien avec la planification et l'analyse des politiques d'éducation dans le cadre de la coopération internationale au service du développement. Il a ainsi publié des ouvrages, des articles et des rapports sur les processus de formulation des politiques d'éducation, le suivi et l'évaluation, l'analyse de l'organisation et de la gestion des ministères de l'Éducation, la planification de l'éducation, l'efficacité de l'aide, les réseaux de politique publique, le rôle d'une communication efficace dans le processus décisionnel de l'éducation.

Jouko Sarvi est de nationalité finlandaise et a obtenu un master en éducation dans son pays d'origine. Il a acquis une grande expérience dans des postes de direction et d'assistance technique pour le développement de l'éducation en Afrique, en Asie, dans le Pacifique, au Moyen-Orient et dans les Balkans.

Ses domaines de spécialité sont les suivants : dialogue sur les politiques de développement du capital humain, développement institutionnel et conduite de réformes de la gouvernance avec des responsables gouvernementaux et d'autres parties prenantes, planification sectorielle de l'éducation intégrant les objectifs de développement économique des pays, programmes de lutte contre la pauvreté et besoins de développement des ressources humaines, réformes des structures et des contenus des sous-secteurs de l'éducation, en particulier modernisation de la formation des enseignants et emploi des TIC pour la prestation des services d'éducation, stratégies thématiques et transversales à l'appui d'une éducation inclusive et d'un accès équitable à l'éducation, stratégies de partenariat public-privé et modèles pour l'amélioration de la qualité et de la pertinence de l'éducation, pour la répartition des coûts et le financement innovant et

durable du secteur, promotion du partage des connaissances sur les bonnes pratiques en éducation.

Pendant 19 ans, il a assumé diverses fonctions à la Banque asiatique de développement (BAsD), notamment en tant que spécialiste en éducation, conseiller pour l'éducation, responsable des pratiques d'éducation et spécialiste principal en éducation. Il a présidé la communauté de pratique en éducation et le comité sectoriel de l'éducation pour l'ensemble de la BAsD.

Jouko Sarvi a aussi siégé dans des organes stratégiques de direction d'organisations et de partenariats interorganismes (conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation et comité directeur interinstitutions des Nations Unies pour le programme Asie-Pacifique d'éducation au développement durable). Il a suivi le cursus Leadership Direct de Harvard Business Publishing ainsi que le cursus de leadership du développement durable de l'Université de Cambridge. Membre actif de la *Comparative and International Education Society*, il est l'auteur ou co-auteur de diverses études et publications sur la réforme de l'éducation. Il s'est aussi occupé de l'organisation de conférences internationales auxquelles ont participé des délégations gouvernementales de haut niveau, des dirigeants d'institutions d'éducation, des partenaires du développement, des représentants de la société civile et du secteur privé. Il a participé en tant qu'orateur principal ou intervenant à des événements régionaux et mondiaux.

Ann Scowcroft, consultante indépendante, travaille dans le domaine de l'éducation pour les réfugiés, l'éducation en situation d'urgence, et la coordination, la collaboration et la recherche en matière de réponse aux besoins humanitaires d'éducation. Titulaire d'un doctorat sur l'apprentissage cognitif d'une langue seconde, elle a plus de 30 ans d'expérience du secteur de l'éducation en général. Elle a acquis cette expérience en enseignant ou en encadrant des programmes d'éducation formelle ou non formelle dans l'instruction communautaire, secondaire ou supérieure au Canada. Depuis 2006, elle travaille au niveau international pour des ONG et le HCR, en tant que conseillère technique pour l'éducation des réfugiés en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique de l'Ouest, centrale, du Sud et de l'Est, au Moyen-Orient et en Asie du Sud.

Son expérience internationale est majoritairement ancrée dans des interventions de terrain, auprès de populations fragiles ou touchées par des conflits, en particulier des réfugiés ou des populations déplacées et leurs communautés hôtes. En 2016, elle a commencé à travailler sur les questions de prise en compte des réfugiés dans le financement mondial et la planification des interventions d'urgence, et sur le problème des populations qui restent déplacées longtemps pendant les années qui suivent les situations d'urgence. Elle a récemment rejoint le Département de didactique de l'Université de Québec à Montréal, en tant que professeur associé, et y participera à des recherches, des enseignements et des

activités de sensibilisation en lien avec l'éducation en situation d'urgence. À ce titre, elle se propose aussi de s'interroger sur la façon de traiter pratiquement les approches décolonisées de l'aide à l'éducation en outremer dans la sphère des bailleurs de fonds canadiens et des ONGI.

Elle privilégie trois axes de recherche en lien avec la réforme de l'éducation, les politiques et la planification, les données et les faits probants, à savoir : les questions liées à la langue d'instruction et à l'importance de la transmission de l'apprentissage académique dans les langues coloniales pour les populations rurales et marginalisées ; les questions liées à la planification inclusive dans des régions qui ont connu ou connaissent un contexte de déplacements de populations internes ou de réfugiés : les questions liées à l'implication du gouvernement dans une planification mieux à même d'orienter et de structurer l'action humanitaire pour obtenir des résultats d'éducation en phase avec les objectifs de planification nationale.

Anise Waljee a notamment travaillé dans les domaines suivants : réforme de l'éducation, élaboration des politiques, planification stratégique, développement institutionnel, éducation inclusive.

Anise Waljee a travaillé sur un large éventail de pays et de questions, pour des organisations comme le *Disability Trust Fund*, la fondation Aga Khan, l'UNESCO, l'UNICEF, *Education for Change*, l'Ambassade de Suède et le réseau *Enabling Education*. Elle a assuré des formations à l'éducation inclusive et effectué la revue de programmes d'enseignement, ainsi que travaillé sur l'analyse sectorielle et l'évaluation des programmes et initiatives éducatifs. Un objectif important est les communautés marginalisées et elle travaille à améliorer l'équité et l'accès pour les minorités ethniques, les enfants handicapés, les filles et les femmes ainsi que les communautés rurales et appauvries.

En collaboration avec des gouvernements et des ONG internationales, Anise Waljee s'est impliquée dans des structures locales pour en élargir les attributions, en tant que vecteurs de transformation et apporte souvent une perspective culturelle pour comprendre les problèmes en jeu.

Elle remise en cause des idées reçues et de notions comme « le talent », « l'aide », « la société civile » et « le développement », en montrant leur place dans des discours hégémoniques d'une communauté à une autre. Elle travaille sans relâche à renforcer les capacités locales.

Robert West a une formation initiale d'enseignant de langue qu'il a ensuite complétée par un master d'éducation comparée et un doctorat en philosophie de l'éducation. Il a aussi suivi des cursus courts sur les programmes du secondaire supérieur organisés par le *Cambridge Examinations Syndicate* et sur la planification de l'éducation à l'Université Harvard. Ces dernières années, il a bénéficié de formations en ligne et participé à des

groupes de discussion proposés par le GPE et l'Institut international de planification de l'éducation (IIPÉ) de l'UNESCO.

Après avoir enseigné l'anglais langue maternelle et langue seconde dans des établissements secondaires d'Afrique du Sud pendant onze ans, il a occupé pendant quatre ans les postes de principal adjoint et de superintendant du foyer dans un établissement secondaire d'Afrique du Sud-Ouest. Il a ensuite enseigné dans un institut de formation des enseignants pendant trois ans avant de diriger pendant neuf années une équipe assurant la formation continue des enseignants et des personnels administratifs des établissements de l'ensemble du pays.

À l'indépendance de la Namibie en 1990, lorsque les onze départements de l'éducation divisés selon les ethnies sont regroupés en un seul ministère, il est chargé de superviser l'introduction du programme international d'études secondaires de Cambridge. Il devient ensuite directeur de la planification et du développement au ministère, poste qu'il occupe pendant sept ans. Le département de la planification s'occupe notamment des statistiques du secteur éducatif (SIGÉ), du suivi et de l'évaluation, de la coordination des bailleurs de fonds et de l'exécution du budget d'investissement. Pendant cette période, il a fait partie de divers comités et a eu la chance de participer à plusieurs conférences internationales.

Après avoir pris sa retraite, il a effectué des missions de conseil en Namibie et dans neuf autres pays en Afrique de l'Ouest, au Moyen-Orient, et en Asie de l'Est et du Sud-Est. Ces missions portaient principalement sur 1) la coordination des rapports des bailleurs de fonds du secteur de l'éducation, 2) l'évaluation des plans sectoriels de l'éducation (dans sept pays), 3) des études de faisabilité et des évaluations de projets d'éducation, 4) des recherches qualitatives sur les conditions dans les établissements scolaires (en Syrie, dans des zones contrôlées par le gouvernement et par l'opposition), 5) l'élaboration d'une formule de financement interactive pour l'affectation du budget de l'éducation namibien aux régions décentralisées.